

IDENTIFICATION	
Intitulé de l'Unité d'Enseignement : Droit international et européen	Niveau d'études : C
	Nombre de crédits ECTS : 6
Nombre de périodes : 70	N°UE : 920 Code de référence : 713502U32D1

DESCRIPTION
<p><b>Capacités préalables requises :</b></p> <p><b>En droit constitutionnel,</b></p> <p><i>En disposant des textes législatifs et de la documentation ad hoc:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- face à une disposition légale donnée;</li> <li>- la situer dans la hiérarchie des normes ;</li> <li>- en définir son caractère principal et sa portée ;</li> <li>- identifier la juridiction compétente pour vérifier sa légalité ;</li> <li>- analyser un article-clé de la Constitution relatif aux libertés publiques, en expliciter la portée pratique et émettre un commentaire argumenté ;</li> <li>- identifier le rôle constitutionnel d'une institution publique ;</li> <li>- émettre un avis circonstancié sur une réforme récente relative à l'organisation constitutionnelle des collectivités belges.</li> </ul> <p><b>En droit civil: les personnes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte tenu de son niveau de formation, face à des situations juridiques standards concernant les personnes et la famille, par le recours aux règles de droit civil les régissant, en utilisant le vocabulaire adéquat et en disposant de la documentation ad hoc,</li> <li>- analyser et abstraire la situation juridique correspondante ;</li> <li>- prévenir les litiges qui y sont relatifs ;</li> <li>- structurer et justifier la démarche juridique mise en œuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence.</li> </ul> <p><b>En droit civil: les biens et les obligations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte tenu de son niveau de formation, face à des situations juridiques standards concernant les biens, les obligations et les contrats, par le recours aux règles de droit civil les régissant, en utilisant le vocabulaire adéquat et en disposant de la documentation ad hoc,</li> <li>- analyser et abstraire la situation juridique correspondante;</li> <li>- prévenir les litiges qui y sont relatifs ;</li> <li>- structurer et justifier la démarche juridique mise en œuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence.</li> </ul> <p><b>En recherche, traitement et validation de l'information juridique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A partir d'une situation caractérisée par des problèmes juridiques standards et dans le respect des consignes données,</li> <li>- Identifier de façon autonome un objectif d'erecherche;</li> <li>- effectuer une recherche en fonction des trois sources du droit: législation et réglementation, doctrine, jurisprudence ;</li> <li>- trier et sélectionner les informations juridiques pertinentes;</li> </ul>

- en donner une synthèse pragmatique, propre à la prévention ou à la résolution de la problématique ;
- présenter un fonds documentaire juridique de base ;  
décrire les outils nécessaires au développement et à l'actualisation des connaissances

*nécessaires à l'exercice de sa profession.*

**Documents de référence pour une préparation préalable au cours :** il est intéressant de prendre connaissance de l'ouvrage Introduction au droit ; Fondements du droit belge, européen et international, de Alexandre de Stree, Elise Defreyne et Arnaud Ho chez Larcier.

**Objectifs :**

**Pour atteindre le seuil de réussite, l'étudiant sera capable de en disposant de la documentation ad hoc :**

- décrire les missions et les principes de fonctionnement d'au moins une grande institution internationale;
- de citer les principales sources normatives du droit international public ;
- de présenter et d'expliquer les règles et mécanismes juridiques fondamentaux applicables

*dans une situation choisie par le chargé de cours relative aux compétences internationales des Cours et Tribunaux belges dans un des domaines suivants : mariage ou conflits familiaux, patrimoine, contrat commercial ;*

- de décrire le rôle d'une institution européenne et une étape de la construction européenne ;
- de présenter et d'expliquer les règles et mécanismes juridiques fondamentaux applicables dans une situation choisie par le chargé de cours relatives aux points suivants : citoyenneté européenne, protection sociale, libre circulation des personnes, concurrence : ententes, abus de position dominante, concurrence : règles applicables aux entreprises publiques, concurrence : aides étatiques.

**Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte des critères suivants:**

- le degré de cohérence entre la démarche et la situation traitée,
- le recours judicieux aux textes légaux et réglementaires,
- le degré de rigueur dans le développement et l'argumentation juridiques.

**Contenu du cours :**

**Droit international privé :**

Présentation du droit international privé  
Les sources du droit international privé  
Les conflits de juridiction  
Les conflits de lois

**Droit international public :**

Comparaison entre institutions internationales et institutions internes  
L'élaboration du droit international : les sources du DIP

- Les normes écrites conventionnelles
- Les normes non écrites

Les acteurs de la société internationale

- Les Etats
- Les organisations internationales

**Éléments de droit européen :**

- Histoire de l'Union européenne
- Principes fondamentaux
- Institutions de l'UE : (Conseil européen, Parlement, Conseil, Commission, CJUE, BCE, Cour des comptes)
- Hiérarchie des normes européennes
  - Articulation des normes internationales et européennes
- Procédure législative
- Système de protection juridique
- Interaction entre le droit européen et le droit national
- Les politiques de l'Union européennes
  - Principes
  - Le marché intérieur

**Bibliographie :**

- BEHERENDT, Ch ... ; Introduction à la théorie générale de l'Etat, 4ème éd., Bruxelles, Larcier, 2020.
- DRAIN M., DUBERNET C. ; *Relations internationales*, 24ème éd., Bruxelles, Bruylant, 2019.
- DEYRA M. ; *Mémentos LMD Droit international public*, 4ème éd., Issy-les-Moulineaux, Lextensoéditions, 2014.
- LE BRIS C., *L'humanité saisie par le droit international public*, Paris, L.G.D.J., 2012.
- ROCHE C. ; L'essentiel du droit international public, Les carrés, Gualino, Lextenso, Issy-les-Moulineaux, 2017.
- « *A quoi sert le droit international ?* », La documentation française, 2011.
- BORCHARDT Klaus-Dieter, *L'ABC du droit de l'Union européenne*, Office des publications de l'UE, 2018
- DONY Marianne, *Droit de l'Union européenne*, septième édition revue et augmentée, Références, ULB, 2018
- NUYTS Arnaud, *Actualités de Droit International Privé*, Bruxelles, Bruylant, 2013

**PERSONNEL(S) ENSEIGNANT(S)**

Monsieur Cordiez, Madame Deblocq et Madame Druitte.

**METHODOLOGIE**

Le **droit international privé** permet de résoudre des conflits de droit privé (civil, de l'entreprise,...) entre les droits des différents Etats. Des cas d'application simples seront dès lors proposés aux étudiants sous la forme d'exercices pratiques. Des décisions rendues par les cours et tribunaux seront également analysées en classe.

Depuis plusieurs années, la mondialisation est devenue de plus en plus présente. Chacun sent que l'on ne peut plus s'isoler du monde. Le cours **droit international public** est une approche des relations entre les différents acteurs du monde. L'essentiel de l'enseignement consiste en un exposé de la matière avec la lecture et analyse de textes d'actualité. Des notes de cours sont à la disposition des étudiants sur la plateforme Moodle.

**Les Éléments de droit européen** consistent en :

- Des séquences de leçons
  - Présentation théorique des notions du cours
  - Discussions et réflexions collectives autour de recherches relatives aux déroulement historique de la construction de l'UE
- De l'analyse de cas de jurisprudence européenne.

---

## MODES D'EVALUATION

### **Droit international privé :**

Examen écrit consistant en la résolution de cas pratiques et analyse d'une décision de justice.

### **Droit international public :**

Examen écrit.

### **Éléments de droit européen :**

- Interrogation théorique sur les notions vues en classe
- Production d'un dossier (5 à 10 p.) relatif à l'étude juridique d'une politique européenne choisie parmi une liste de thèmes imposés (citoyenneté, concurrence, environnement, etc.)

Tous les textes en italiques proviennent du site suivant :

<http://enseignement.catholique.be/segec/index.php?NIVEAU=30&id=1026&SECTEUR=>